

**INTERVIEW FRANÇOIS FILLON**  
**LE POINT**  
**16 avril 2015**

**« Moi, je ne tremblerai pas ... »**

**Le Point : L'UMP a arrêté le processus de la primaire de la droite et du centre. Vous serez donc candidat ?**

François Fillon : Oui. Je me battais pour l'adoption de ces primaires depuis deux ans. Dans ces conditions, je suis candidat pour porter un projet de rupture et de progrès autour d'une ambition : faire de la France la première puissance européenne en dix ans.

**Qu'entendez-vous par là ?**

La France sera le pays le plus peuplé d'Europe dans moins de 30 ans. Sur le continent, elle dispose du plus grand nombre d'entreprises de dimension mondiale, d'une main d'œuvre parmi les plus productives, des infrastructures les plus modernes, de services publics de l'éducation et de la santé parmi les plus performants. Elle a aussi la seule armée opérationnelle, la première agriculture, sans parler de son patrimoine culturel. Avec autant d'atouts, si elle n'est pas aujourd'hui la première puissance européenne, c'est uniquement parce qu'elle ne s'en est pas donné les moyens.

**La droite fera-t-elle le travail cette fois si elle revient au pouvoir ? Il y a des doutes...**

J'ai tiré les leçons de mon expérience. Pour réussir la rupture annoncée maintes fois sans jamais être conduite, il faut trois conditions : la première, c'est de présenter longtemps à l'avance un projet complet qui ne dissimule aucun des efforts, aucune des réformes qui doivent être portées de manière à ce que les Français se les approprient et que ce projet soit au cœur du débat présidentiel. La deuxième condition : afficher à l'avance le cœur de l'équipe qui devra mettre en oeuvre ce projet pour ne pas perdre pas une seconde après l'élection. La troisième condition consiste à faire adopter par le Parlement en moins de trois mois les 10 décisions principales qui sont de nature à débloquent la situation économique de manière à profiter de l'élan de la présidentielle. Utilisons tous les moyens que nous donne la Vème République pour aller vite, y compris le référendum ! Dans mon projet, celui-ci aurait lieu début septembre 2017.

**Pour trancher quelles questions ?**

Trois sujets : la réduction du millefeuille à deux niveaux d'administration locale, la définition d'une immigration par quotas votés annuellement par le Parlement, et la diminution du nombre de parlementaires.

**Sur les réformes économiques, la droite jusqu'ici a presque toujours tremblé devant l'obstacle...**

Je ne tremblerai pas. Et notamment sur les dix premières mesures que je mettrai en place pour relancer notre croissance et l'emploi, dont l'abrogation des lois sur les 35H avec la suppression de la durée légale du travail et le renvoi à la négociation dans l'entreprise de la durée du travail dans les limites fixées par l'Union européenne.

### **Au pouvoir, vous aviez reculé devant le problème des 35 heures...**

En 2007, j'ai proposé leur suppression lors de la préparation du programme présidentiel, mais Nicolas Sarkozy a opté pour la défiscalisation des heures supplémentaires. C'est sur ce programme là que nous avons été élus et nous l'avons mis en œuvre. Nous n'avions pas non plus promis la retraite à 65 ans. Est-ce que le programme de 2007 était à la hauteur du défi à relever ? A l'évidence, il ne l'était pas. La responsabilité est collective.

### **Le droit du travail est un autre épouvantail...**

Je préconise un code du travail simplifié que mes équipes et moi-même sommes en train de concevoir. Notre méthode consiste à prendre dans la législation actuelle les normes sociales fondamentales, qui représentent environ 150 pages. Ce sont des points sur lesquels les salariés doivent être protégés sans discussion possible. Tout le reste doit être renvoyé à la négociation au niveau de l'entreprise ou des branches.

### **Avec un contrat unique ?**

Oui, un contrat de travail unique aux contraintes assouplies et dans lequel les droits des salariés augmentent au fur et à mesure de l'ancienneté, sur le mode de ce que propose Jean Tirole.

### **Et les autres mesures immédiates ?**

Je souhaite la fin de l'ISF et l'alignement progressif de la fiscalité des entreprises sur la moyenne européenne. Je mettrai aussi en place une réforme de la formation en alternance dont je veux faire la voie principale d'accès à l'emploi pour les jeunes. Il est également indispensable de reporter à 65 ans l'âge de départ à la retraite et d'harmoniser les régimes entre public et privé. Je propose par ailleurs la mise en place d'une allocation sociale unique qui remplacerait l'ensemble des prestations existantes (logements, RSA, prime pour l'emploi). Ces dix premières mesures, accompagnées de celles que j'évoquais par le biais du référendum, sont de nature à changer de façon radicale la situation de notre pays. Et donc à déclencher un cercle vertueux qui permette ensuite d'aborder des questions qui nécessitent plus de temps, comme la réforme de l'école.

### **Et celle de l'Etat ?**

Le passage aux 39 heures dans les trois fonctions publiques devrait permettre de ne pas remplacer 600 000 fonctionnaires partant à la retraite en 5 ans. Nos voisins européens l'ont tous fait.

### **Vous serez donc le candidat d'une primaire de la droite et du centre. Mais qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui être de droite et du centre ?**

Pour moi, la droite et le centre, c'est la liberté et la responsabilité. Ces deux valeurs demeurent centrales mais elles sont bousculées par l'abolition des frontières, l'unification forcée des cultures à travers la mondialisation qui impose partout les mêmes produits, les mêmes idées et les mêmes émissions de télévision. C'est d'ailleurs assez frappant, vous êtes en Jordanie - j'en reviens -, vous allumez la télé et en deux secondes, vous savez que c'est The Voice...

### **Quel est le rapport entre la définition de la droite et l'uniformité culturelle ?**

Précisément, le défi pour la droite et le centre consiste à proposer une nouvelle synthèse entre les libertés économiques qui ont été cruellement affaiblies en France et la défense d'une identité française et européenne qui s'évapore dans le village global. La seule défense de la liberté conduit à l'uniformisation culturelle.

### **Le clivage entre libéraux et étatistes, entre europhiles et eurosceptiques n'est-il pas plus important que celui entre gauche et droite ? N'êtes-vous pas plus éloigné d'Henri Guaino que d'Emmanuel Macron ?**

Il y a encore des gens qui ont un comportement idéologique : ceux qui pensent que la liberté, c'est le libéralisme, que le partage des richesses, c'est le socialisme. On l'a vu au moment des débats sur la loi Macron avec les frondeurs qui ne répondent qu'avec cette grille d'analyse.

Et puis, il y a une deuxième catégorie de gens qui font de la politique sans aucune conviction, les yeux rivés sur les sondages et l'actualité. Cela les pousse à proposer des solutions étatistes puisque face à une question immédiate, posée par l'opinion publique, la seule réponse à court terme est étatique. Les solutions en termes de liberté s'inscrivent, elles, dans la durée. Depuis trente ans, tous les gouvernements, de droite comme de gauche n'ont eu qu'un seul objectif : protéger les Français. Ce n'était pas méprisable, de protéger les Français contre la mondialisation, contre les risques, naturels, sanitaires, ceux du progrès lui-même, avec le principe de précaution. Chacun l'a fait avec sa coloration idéologique mais, au fond, tout cela aboutit au même résultat : une accumulation de contraintes, de normes, de niveaux d'administration, d'impôts, qui a paralysé la société française. Il faut que le balancier revienne vers plus de libertés.

C'est d'ailleurs exactement la démarche de 1958. Quand le général de Gaulle est rappelé au pouvoir, les décisions qu'il prend sont d'essence libérale : il libère les prix, pour une part, il réduit drastiquement les dépenses publiques, et il fait entrer la France dans le marché commun. Ce sont des choix fondateurs. Nous sommes dans la même configuration aujourd'hui.

### **Mais existe-t-il une majorité pour cela, à droite où à gauche ?**

Certainement. Et cette majorité déborde très largement des notions de centre, de droite et de gauche. Mais elle ne peut trouver une expression politique qu'à l'occasion d'une élection présidentielle. L'erreur qui est trop souvent commise, c'est de croire qu'on pourrait trouver des arrangements politiques entre des partis ou avec des personnalités - ce qu'on a fait dans le quinquennat précédent - pour gommer les différences idéologiques. Cela ne marche pas, et pour une raison simple : ce n'est pas porté par une espérance populaire. Là encore, l'exemple de 1958 est intéressant parce que sur la base du projet politique de de Gaulle, il y a eu une recomposition complète du paysage politique français. L'élection présidentielle de 2017 doit servir à cela. Si MM. Guaino et Macron sont prêts à soutenir ce projet d'intérêt national, pourquoi pas ?

### **C'est le projet de François Bayrou de recomposer la classe politique à partir des réformateurs de droite et de gauche...**

L'idée qu'on va couper les bouts pour rassembler les gens les plus modérés est sympathique mais théorique. En particulier dans un pays comme le nôtre où la démocratie fonctionne par alternance.

Le grand risque, si vous cherchez à consensualiser votre offre politique, c'est qu'il n'y ait plus que deux forces : une force modérée, et une force extrémiste. A un moment ou à un autre, la force extrémiste prendra le pouvoir. Ce n'est pas du tout ma vision. Les souverainistes, par exemple, ont leur place dans ma démarche. Je suis un patriote. Je veux que la France soit première en Europe et je pense que l'Europe a vocation à devenir un continent indépendant des Etats-Unis. Nous pouvons rassembler une grande partie des souverainistes autour de cette idée.

**Nicolas Sarkozy a annoncé un nouveau parti en lieu et place de l'UMP. Est-ce d'une première nécessité ?**

Si le fait de changer le nom du parti peut aider à tourner la page du scandale financier qui a frappé l'UMP, je n'y vois aucun inconvénient. Mais pour moi, c'est une question presque anecdotique.

**Avez-vous une préférence pour un nom ?**

Aucune. (rires)

**Pourtant la marque UMP continue de gagner des élections...**

Je ne veux pas réduire la portée des succès électoraux de l'UMP mais mon expérience me montre qu'ils sont liés à la chute de l'adversaire plus qu'à l'adhésion à des partis politiques plus décriés que jamais. Nos dernières victoires aux élections municipales et départementales révèlent surtout l'émergence d'une nouvelle génération d'élus locaux qui ont fait un formidable travail de terrain.

**Dans la primaire qui s'annonce, qu'est-ce qui vous différencie d'Alain Juppé ?**

Nous avons les mêmes valeurs, les mêmes objectifs. Seulement, Alain considère que la société française est très fragile, qu'il faut prendre le temps du changement. C'est une position qui a été la mienne pendant 30 ans. Je considère aujourd'hui qu'elle n'est plus applicable à la situation du pays. On est sur un toboggan, et la glissade s'accélère. Il faut réagir fortement. Tout le monde dresse le même diagnostic et sait à peu près ce qu'il conviendrait de faire. Alors arrêtons les discours, les astuces politiciennes, les réformes à mi chemin. Moi, je suis l'homme qui veut faire ce qui doit être fait pour redresser notre pays.

**Et qu'est-ce qui vous distingue de Nicolas Sarkozy ?**

Je vais plus loin dans l'analyse des échecs des quinquennats précédents et je vais jusqu'au bout de mon raisonnement sur la liberté et la responsabilité. Je n'ai pas encore entendu de sa part une présentation globale d'un projet de rupture mettant en avant la liberté. De sa part, j'ai plus souvent entendu, au contraire, que la liberté, c'était le libéralisme, et que le libéralisme, c'était Madelin à 6 % dans les urnes...

**Nicolas Sarkozy s'est prononcé contre les menus confessionnels dans les cantines scolaires et pour l'interdiction du voile à l'université. Où vous situez-vous sur ces questions ?**

Ce n'est pas en niant l'existence du fait religieux qu'on va pouvoir réaliser l'unité nationale et l'intégration. J'étais à peu près le seul à l'époque à militer pour l'interdiction du voile à l'école parce que je considérais qu'il représentait une discrimination à l'égard des jeunes filles et qu'il s'agissait d'une contrainte imposée à des mineures. Vouloir aujourd'hui quasiment interdire le foulard dans toute la société française ou encore occulter que dans

certaines confessions, on ne mange pas de porc, c'est nier l'existence de traditions religieuses qui ne heurtent pas, en soi, les principes républicains. Cette démarche-là conduit à la crispation communautaire et à une sorte d'affrontement, plutôt qu'à l'unité nationale. Il faut aussi que les responsables religieux eux-mêmes prennent la mesure de la gravité de la situation et soient les premiers combattants contre les fondamentalistes.

### **Les politiques français se défont régulièrement de leur responsabilité sur l'Europe. Pourquoi l'Europe est-elle invendable en France ?**

Parce qu'elle n'a ni leader ni projet mobilisateur. L'Europe s'est perdue dans les détails et en a oublié l'essentiel, c'est à dire la réalisation de son indépendance. L'Europe est trop dépendante des Etats-Unis pour sa sécurité mais aussi pour son économie. C'est flagrant par exemple lorsqu'on constate l'inacceptable application de la législation américaine à toutes les transactions en dollar, ou la nouvelle guerre froide avec la Russie.

### **Que faire alors ?**

L'Europe doit se fixer cinq priorités. D'abord, la souveraineté monétaire, afin de sortir de la domination du dollar. L'euro doit devenir une véritable monnaie de réserve et une monnaie de règlement. Pour y parvenir la première condition est l'harmonisation de la fiscalité : en cinq ans on peut parvenir aux mêmes taux de l'impôt sur les sociétés et en dix ans à une fiscalité comparable sur les entreprises. La zone euro doit se doter d'un gouvernement économique composé des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunirait chaque mois sous le contrôle des parlements.

Par ailleurs, les frontières de l'Europe doivent être défendues. Il faut exiger l'adoption d'une politique migratoire commune ainsi qu'une politique de défense commune. Un haut responsable allemand, proche d'Angela Merkel, me confiait : « Comme les Etats-Unis assurent notre défense, on ne pourra jamais faire ce que vous proposez. » C'est assez parlant, je crois. Enfin, il faut une stratégie énergétique fondée sur l'indépendance et un projet numérique très offensif. Qui peut conduire un tel chantier ? Sans l'impulsion de la France, l'Europe n'a aucune chance. L'Allemagne est inhibée par son passé. La panne française explique en grande partie la panne européenne.

### **Vous avez fini par renoncer à la présidence de l'UMP, vous avez renoncé à conquérir la mairie de Paris... Etes-vous l'homme des occasions manquées ?**

Par principe, je ne regrette jamais rien car je regarde devant. Paris ? Je n'ai jamais été candidat. Je ne cherche aucun parachute de secours, aussi prestigieux soit-il. Je regrette évidemment les conditions parfaitement scandaleuses dans lesquelles on m'a volé mon élection à la présidence du parti. Cet épisode avait été suffisamment sanglant pour que je ne sois plus candidat à cette élection interne. Au fond, je suis convaincu que ces épisodes ont peu d'importance. La primaire verra le recentrage du débat sur les propositions.

### **Sarkozy - et pas seulement lui - ne cesse de dire : Fillon est foutu. Cela vous énerve ?**

Au nom du rassemblement, le Président de l'UMP et ses équipes devraient mesurer leur propos. Ce que je lis dans la presse n'est pas rassurant : « crocs de boucher, Fillon condamné à la mort politique, Juppé trop vieux, Bayrou contagieux »... La somme des injures ne fait pas une politique pour la France.

En tout cas, cela me renforce dans ma détermination à être candidat. Ceux qui pensent pouvoir m'intimider avec de telles méthodes se trompent.

## **En campagne, savez-vous assez « tâter le cul des vaches » et faire preuve d'empathie envers les gens ?**

S'agissant des vaches, des trois candidats actuels à la primaire, je pense être le mieux placé. J'ai été le président du comice agricole de Sablé et le premier créateur du label de viande bovine en France... (rire) Sur le reste, on n'en fait jamais assez. Mais j'entre en campagne à partir d'aujourd'hui. Les primaires me donnent la possibilité d'aller directement devant les Français. Je vais leur consacrer 100% de mon temps.

***« Je n'ai pas à m'excuser de défendre le respect de la loi »***

**Le Point : Selon le Canard Enchaîné, Nicolas Sarkozy vous met en cause dans l'affaire des pénalités. Il confierait à son entourage à votre sujet : « J'ai tous les faits, toutes les preuves, les faits sont très précis. C'est lui qui a tenté, via son avocat Sureau, de me faire mettre en examen. Et d'accélérer la procédure judiciaire par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Élysée. » Qu'en est-il ?**

François Fillon : Il semble que ma candidature dérange. Après m'avoir volé mon élection à la présidence de l'UMP, on cherche maintenant à me salir par des attaques aussi basses qu'infondées. En juin 2014, un scandale financier qui porte sur près de 18 millions d'euros de détournement de fonds, a frappé l'UMP et a conduit son président à la démission (Jean-François Copé, NDLR). Avec Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, nous avons accepté une mission d'intérim. Dès notre arrivée, nous avons été saisis par les commissaires aux comptes - et l'ensemble de la direction exécutive peut en attester - de plusieurs questions de légalité, dont celle des pénalités pour dépassement du plafond de campagne de Nicolas Sarkozy à la présidentielle.

Nous avons fait strictement notre devoir en demandant des avis juridiques contradictoires. Le seul avis juridique dont nous disposions émanait d'un avocat (Me Blanchetier, NDLR) qui était par ailleurs engagé dans la campagne de 2012.

J'ai rencontré les commissaires aux comptes pour entendre leur point de vue qui, d'ailleurs, était déjà établi. L'instruction le confirmera. A l'issue de cette rencontre, nous avons, avec Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, choisi d'assumer la responsabilité du paiement des pénalités de Nicolas Sarkozy par l'UMP. Nous avons sollicité l'avis de Me Sureau. De leur côté, les commissaires aux comptes avaient sollicité un troisième avocat qui a conclu dans le même sens que Me Sureau. Il leur a suggéré d'alerter la justice. C'est leur responsabilité.

## **Il n'empêche, les sarkozystes vous montrent du doigt...**

Moi, j'ai une conception exigeante de l'action publique. Mon nom n'a jamais été mêlé à aucune affaire. Mes comptes de campagne n'ont jamais fait l'objet d'aucune observation. Je fais mon devoir et je pense que chacun devrait adopter la même attitude. Je note d'ailleurs que Nicolas Sarkozy a choisi de rembourser le montant des pénalités à l'UMP. C'est un geste fort qui le met hors de cause dans cette affaire mais qui ne doit pas empêcher que toute la lumière soit faite sur le scandale financier qui entâche l'UMP et qui, si je comprends bien, justifie le changement de nom du parti. Donc, je ne suis pas responsable de l'annulation des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy, je ne suis pas responsable du détournement de plus de 18 millions d'euros des comptes de l'UMP. Ce faisant, je n'ai pas à m'excuser de défendre le respect de la loi et d'une conception honorable de la politique.

